
Négociations commerciales : « prendre en compte les réalités économiques de nos filières »

À l'approche des négociations commerciales annuelles et de la réunion préparatoire du 2 novembre, Jean-Luc Duval, président de La Coopération Agricole, appelle l'ensemble des acteurs de la distribution à prendre part aux échanges et à tenir compte des réalités économiques comme de la spécificité des coopératives. Ces entreprises appartiennent aux agriculteurs : elles réunissent trois agriculteurs sur quatre et emploient 200 000 salariés dans les territoires.

Il déclare :

« En médecine, avant de prescrire un traitement, il faut s'entendre sur le diagnostic. Le 2 novembre, commençons par regarder les réalités économiques de nos entreprises.

Les productions agricoles ont terriblement souffert cet été et cela a généré mécaniquement une augmentation des matières premières agricoles. Par ailleurs 91 % des coopératives interrogées constatent un impact direct de la baisse des productions liée au climat de cet été sur leur activité. Ajoutez les chocs géopolitiques qui s'accumulent depuis cinq ans et qui provoquent une augmentation massive des coûts logistiques, des emballages, et une inflation des salaires.

L'an dernier nous avons connu des négociations commerciales très difficiles : 3,5 % de hausse demandés en moyenne, pour 0,05 % à l'arrivée. Ce n'est pas tenable économiquement.

Notre première attente, c'est de prendre en compte les réalités économiques qui s'imposent à nos coopératives et à leurs associés coopérateurs : quand on négocie avec une coopérative, on négocie avec les entreprises des agriculteurs. Ce sont leurs revenus, leurs débouchés et leurs outils de transformation qui sont en jeu. Nous demandons aussi de renoncer aux pénalités logistiques liées aux aléas agricoles et de mener des négociations constructives en acceptant les hausses de tarifs.

Produire en France, transformer en France, investir en France, être souverain sur son agriculture et son alimentation : cela a un coût. La distribution doit en prendre la mesure. À l'heure où la récession guette, nous avons besoin d'un véritable patriotisme économique. Car préserver nos entreprises, c'est préserver l'emploi et la cohésion sociale dans nos territoires. C'est aussi préserver notre capacité à nourrir les Français. »

Contact presse :

Sabri Derradji – sderradji@lacoopagri.coop – 06 61 85 90 77

